Tristan Picard

Le poids économique direct de la culture en 2015

Département des études, de la prospective et des statistiques

Le poids économique direct de la culture en 2015

Éditeur : Département des études, de la prospective et des statistiques
Lieu d'édition : Paris
Année d'édition : 2017
Date de mise en ligne : 23 février 2018
Collection : Culture chiffres
ISBN électronique : 9782111399426

OpenEdition books
http://books.openedition.org

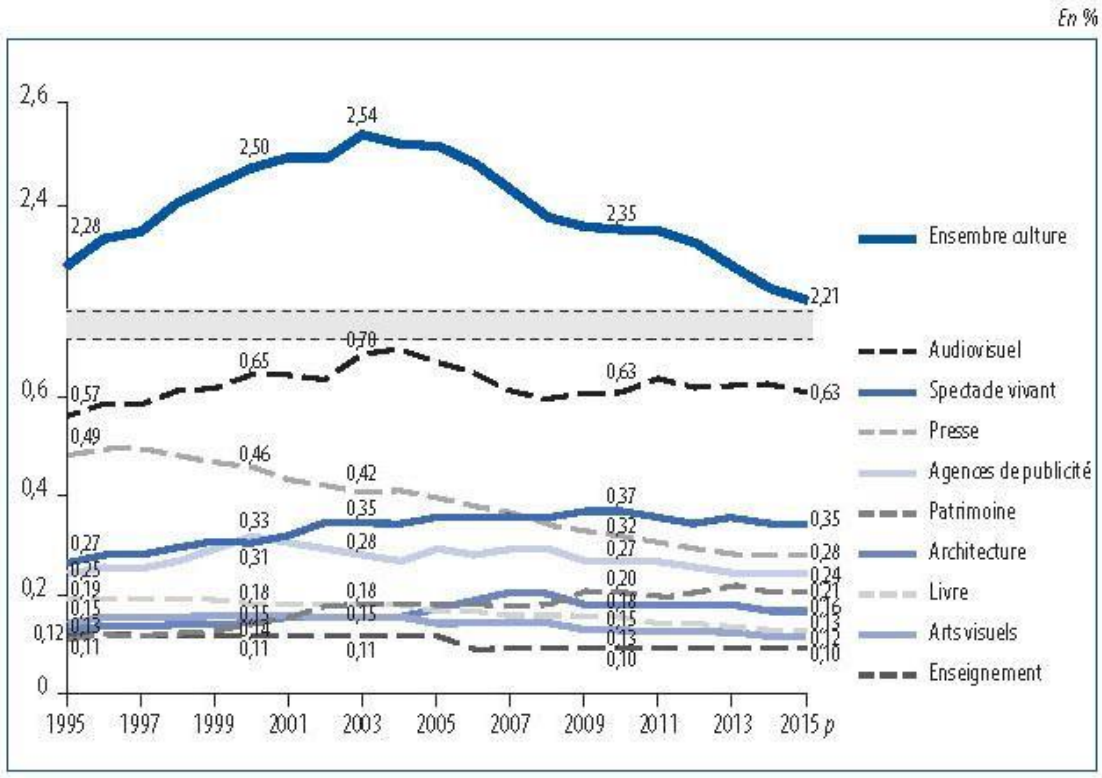
Référence électronique
PICARD, Tristan. *Le poids économique direct de la culture en 2015* In : *Le poids économique direct de la culture en 2015* [en ligne]. Paris : Département des études, de la prospective et des statistiques, 2017 (généré le 25 avril 2021). Disponible sur Internet : <http://books.openedition.org/deps/1217>. ISBN : 9782111399426.

Le poids économique direct de la culture en 2015

La culture, un poids économique direct de 43 milliards d'euros en 2015

En 2015, le poids économique direct de la culture, c'est-à-dire la somme des valeurs ajoutées des branches culturelles (voir « Comment mesurer le poids de la culture dans l'économie ? », p. 12), est de 43 milliards d'euros[1] et représente 2,2 % de l'économie française en 2015 (graphique 1 et tableau 1). Somme des valeurs de tous les biens et services produits et proposés par les branches culturelles, la production totale s'établit quant à elle à 87 milliards d'euros. Ces branches culturelles (agences de publicité, arts visuels, architecture, audiovisuel, enseignement culturel, livre et presse, patrimoine et spectacle vivant) sont définies selon un périmètre harmonisé au niveau européen (voir « Comment mesurer le poids de la culture dans l'économie ? », p. 12). Cette estimation du poids de la culture ne prend pas en compte les retombées économiques indirectes, en particulier le tourisme.

Graphique 1 - Part des différentes branches culturelles dans la valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie, 1995-2015



Note : données provisoires pour 2015.
Note de lecture : la part de la valeur ajoutée des branches culturelles dans l'ensemble de l'économie était de 2,28 % en 1995, et celle de l'audiovisuel dans l'ensemble de l'économie était de 0,57 % en 1995.
Source : Insee, comptes nationaux – base 2010/DEPS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2016

[1] Les données présentées dans cette étude sont issues d'une méthode d'estimation mise au point en 2013 par le DEPS (Jauneau, 2013). Les données précédemment publiées ont toutefois été révisées : les séries de la comptabilité nationale pour 2014 étaient provisoires lors de la publication précédente, celles de 2013 semi-définitives. Les résultats présentés ici annulent donc et remplacent les données publiées précédemment. Ces révisions sont commentées dans l'encadré « Révision des données 2014, moins 1,1 milliard pour la culture », p. 4.

Tableau 1 - Poids (en valeur ajoutée) et part relative des branches culturelles dans le champ de la culture et dans l'ensemble de l'économie, 1995-2015

En milliards d'euros courants et %

	Valeur ajoutée (en milliards d'euros courants)			Part dans l'ensemble de l'économie (%)			Part dans l'ensemble des branches culturelles (%)		
	1995	2014	2015*p*	1995	2014	2015*p*	1995	2014	2015*p*
Audiovisuel	6,2	12,1	12,2	0,57	0,63	0,63	25,0	28,2	28,4
Spectacle vivant	2,9	6,7	6,7	0,27	0,35	0,35	11,7	15,6	15,7
Presse	5,4	5,5	5,4	0,49	0,29	0,28	21,6	12,8	12,6
Agences de publicité	2,8	4,7	4,7	0,25	0,24	0,24	11,0	10,9	10,9
Patrimoine	1,2	4,1	4,1	0,11	0,21	0,21	4,9	9,5	9,4
Architecture	1,4	3,3	3,2	0,13	0,17	0,16	5,8	7,6	7,4
Livre	2,1	2,5	2,5	0,19	0,13	0,13	8,4	5,8	5,7
Arts visuels	1,6	2,3	2,4	0,15	0,13	0,13	6,4	5,8	5,7
Enseignement	1,3	1,8	1,9	0,12	0,10	0,10	5,2	4,3	4,4
Ensemble culture	**25,0**	**42,8**	**43,1**	**2,28**	**2,23**	**2,21**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Ensemble de l'économie	1 097,4	1 917,7	1 949,8	100,00	100,00	100,00			

p : données provisoires pour 2015.
Source : Insee, comptes nationaux – base 2010/DEPS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2016

Les branches contribuant le plus au poids économique de la culture en 2015 sont l'audiovisuel (28 % de l'ensemble des branches culturelles), le spectacle vivant (16 %) puis la presse (13 %). Cette répartition est similaire à celle de 1995, à l'exception du poids de la presse, passé de 22 % à 13 % en vingt ans.

Une croissance nulle depuis 2008

Depuis 2008, le poids économique direct de la culture stagne : il a progressé de 300 millions d'euros en sept ans, soit un taux de croissance annuel moyen de 0,1 % (tableau 2). À titre de comparaison, le taux de croissance annuel moyen de l'économie sur cette période est de 1,2 %. Ainsi, le poids de la culture dans le PIB est passé de 2,38 % en 2008 à 2,21 % en 2015. Cette forte diminution touche particulièrement l'architecture, la presse, l'édition de livres et les agences de publicité. Elle est la conséquence de plusieurs facteurs : la crise économique de 2008, la révolution numérique mais aussi l'évolution des pratiques.

Face à ces branches en crise, les branches culturelles liées aux activités non marchandes (spectacle vivant, patrimoine et enseignement) se maintiennent ou ont connu une réelle croissance au cours de ces dernières années. Moins dépendantes de la conjoncture économique, elles ont pu faire face à la crise et, jusqu'à présent, l'attrait des consommateurs pour les musées ou le spectacle vivant ne s'est pas démenti. Toutefois, les attentats de novembre 2015 et la baisse du tourisme qui en résulte pourraient avoir un impact significatif sur ces branches en 2016.

Enfin, l'audiovisuel continue de profiter d'une croissance solide (+ 1,7 % en moyenne annuelle depuis 2008) et confirme donc son statut de première branche culturelle.

Révision des données 2014, moins 1,1 milliard pour la culture

Chaque année, l'Insee révise les séries de comptabilité nationale des années précédentes : les séries de la comptabilité nationale pour 2014 étaient provisoires lors de la publication précédente, celles de 2013 semi-définitives. Ces révisions ont en général peu d'impact sur le montant total du poids économique de la culture.

Pour 2014, ces révisions impliquent une diminution du poids économique direct de la culture de 450 millions d'euros à 43,5 milliards d'euros, notamment en raison d'une correction de près de 300 millions d'euros pour l'audiovisuel.

Cependant, l'Insee a également procédé à une refonte de ses séries d'indice d'évolution annuelles de chiffres d'affaires (voir « Comment mesurer le poids de la culture dans l'économie ? », p. 12) qui sont utilisées dans cette étude pour calculer la production marchande et la valeur ajoutée à un niveau fin. Cette refonte majeure permet de disposer de séries prenant mieux en compte la démographie des entreprises dans les différents secteurs, mais elle a un impact non négligeable sur l'estimation du poids économique direct de la culture.

En effet, en prenant en compte ces nouvelles séries, le poids économique direct de la culture pour 2014 passe ainsi de 43,5 milliards d'euros à 42,8 milliards d'euros, soit une diminution supplémentaire de 640 millions d'euros. La baisse totale par rapport à l'édition précédente de l'étude est donc de 1,1 milliard d'euros (tableau de l'encadré).

Les branches les plus touchées par cette révision sont l'audiovisuel (- 490 millions d'euros), les arts visuels (- 290 millions d'euros) et la publicité (- 240 millions d'euros). À contre-courant, l'architecture bénéficie d'une correction de + 250 millions d'euros.

Révision du poids économique direct de la culture pour 2014

En milliards d'euros courants

	Estimation initiale	Effet des révisions des séries de comptabilité nationale	Effet de la prise en compte des nouveaux indices de chiffres d'affaires	Nouvelle estimation
Audiovisuel	12,6	– 0,3	– 0,2	12,1
Spectacle vivant	6,9	– 0,2	0,0	6,7
Presse	5,3	0,2	0,0	5,5
Agences de publicité	4,9	– 0,1	– 0,2	4,7
Patrimoine	4,2	– 0,2	0,0	4,1
Architecture	3,0	0,2	0,1	3,3
Livre	2,6	0,0	– 0,1	2,5
Arts visuels	2,6	– 0,1	– 0,2	2,3
Enseignement	1,8	0,0	0,0	1,8
Ensemble culture	**43,9**	**– 0,4**	**– 0,6**	**42,8**
Ensemble de l'économie	1 910,2	7,4	0,0	1 917,7

Source : Insee, comptes nationaux – base 2010/DEPS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2016

La nouvelle estimation pour les données 2013 est de - 600 millions d'euros, ce qui a un impact sur les évolutions décrites entre 2013 et 2014 dans la publication précédente. Les nouveaux taux d'évolution sont disponibles dans le tableau 2.

Tableau 2 - Taux de croissance de la valeur ajoutée entre 2008 et 2015

En %

	2013-2014	2014-2015	*2008-2015* *(taux annuel moyen)*
Audiovisuel	1,2	1,2	1,7
Spectacle vivant	– 1,4	0,7	0,6
Presse	0,4	– 0,8	– 2,1
Agences de publicité	– 1,0	1,2	– 1,5
Patrimoine	– 1,7	– 0,2	2,8
Architecture	– 5,2	– 2,4	– 2,3
Livre	– 2,4	– 0,1	– 1,7
Arts visuels	– 6,1	3,3	– 0,5
Enseignement	0,9	3,3	2,0
Ensemble culture	**– 1,0**	**0,6**	**0,1**
Ensemble de l'économie	1,0	1,7	1,2

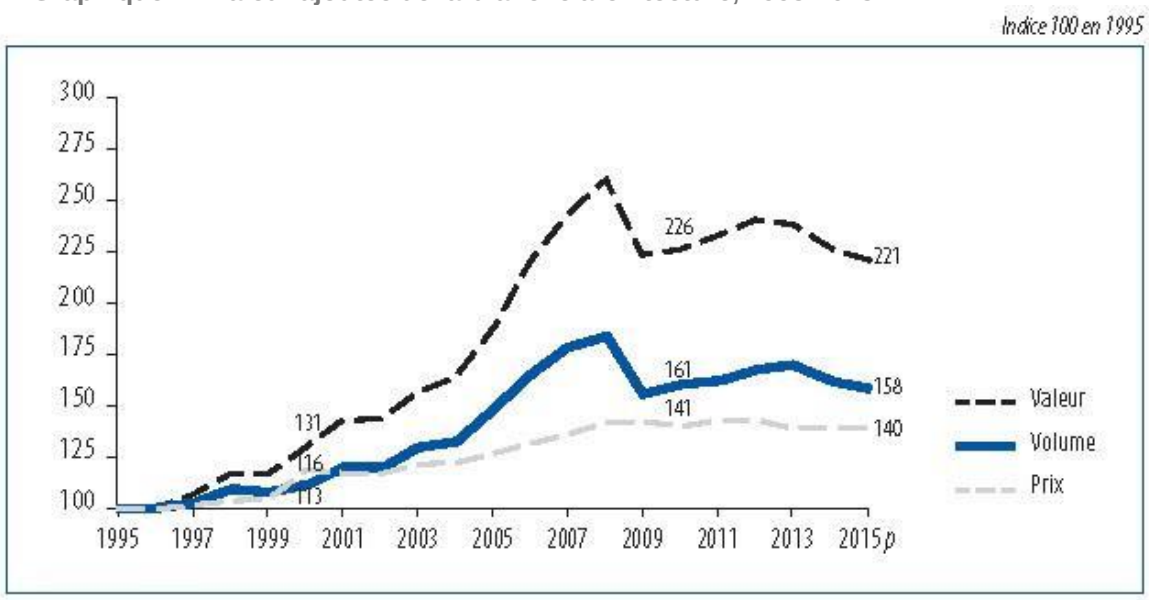
Note : données provisoires pour 2015.
Source : Insee, comptes nationaux – base 2010/DEPS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2016

L’architecture, sept ans de crise

Très liée à la conjoncture économique de l’immobilier, l’architecture est la branche culturelle qui a le plus subi la crise économique de 2008. Sa valeur ajoutée a diminué de 14 % entre 2008 et 2009. Depuis ce décrochage massif, l’activité peine à redémarrer : après une brève embellie de 2009 à 2012, la branche est revenue à son niveau de 2009 suite à une baisse de 2,4 % entre 2014 et 2015 (graphique 2).

Parmi les possibles voies d’amélioration de la branche, la loi 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l’architecture et au patrimoine a baissé le seuil de surface à partir duquel il devient obligatoire de faire appel à un architecte, désormais fixé à 150 m^2 au lieu de 170 m^2 antérieurement.

Graphique 2 - Valeur ajoutée de la branche architecture, 1995-2015



p : données provisoires pour 2015.
Source : Insee, comptes nationaux – base 2010/DEPS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2016

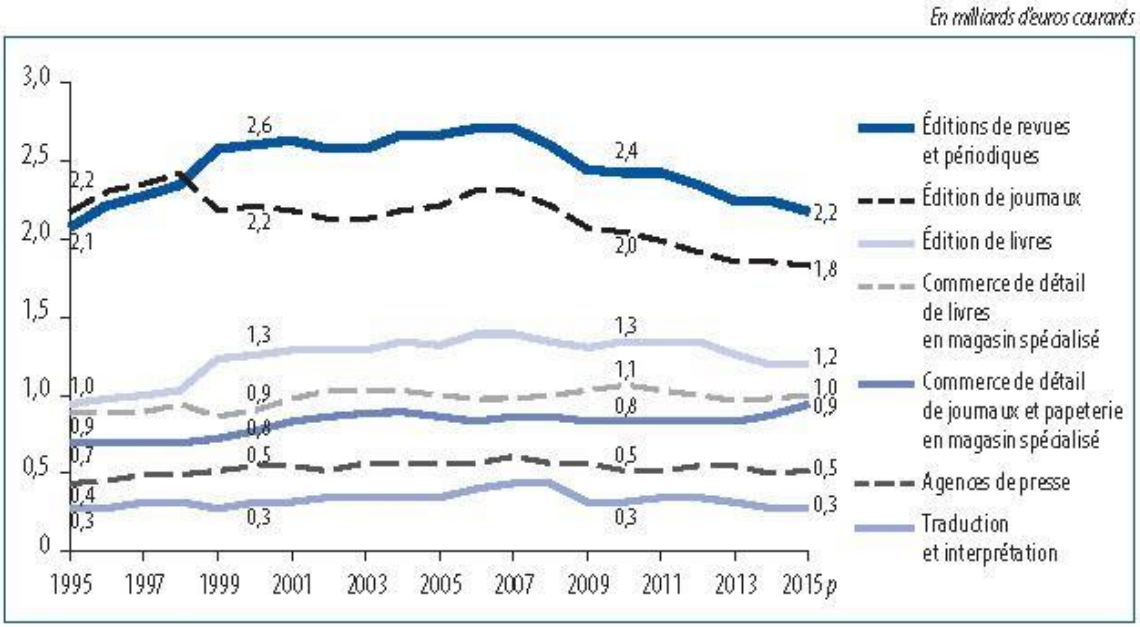
En crise structurelle, la presse revient à son niveau de 1995

La presse n’en finit plus de chuter. Depuis 2008, le taux de croissance annuel moyen est de - 2,1 % (graphique 3). La valeur ajoutée de la branche est passée de 6,3 milliards d’euros en 2008 à 5,4 milliards d’euros en 2015, ce qui correspond, en euros courants, à son niveau de 1995. Très fortement touchée par la diminution du nombre de lecteurs d’exemplaires papier payants, la chute des revenus publicitaires et la difficulté à rentabiliser l’activité numérique (la presse numérique représente 5 % du chiffre d’affaires en 2014), la branche est confrontée à une crise structurelle qui risque de se poursuivre dans les années à venir.

En volume[2] , la baisse est encore plus brutale (- 5,4 % par an depuis 2008). En effet, même si la diffusion de la presse nationale et locale reste relativement stable, la presse gratuite d’annonces est en voie de disparition : de 1,7 milliard d’exemplaires en 2008, elle est passée à 185 millions en 2013. Conséquence logique de cette disparition, l’indice de prix de la branche est à la hausse (+ 2,9 % par an depuis 2008).

[2] La mesure de la valeur ajoutée en valeur se fait en euros courants, alors que la mesure de la valeur ajoutée en volume ou en euros constants tient compte de l’évolution des prix de la branche.

Graphique 3 - Activités de la presse et du livre : valeur ajoutée des différentes branches, 1995-2015



p : données provisoires pour 2015.
Source : Insee, comptes nationaux – base 2010/DEPS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2016

Le livre, stabilisation après trois ans de chute

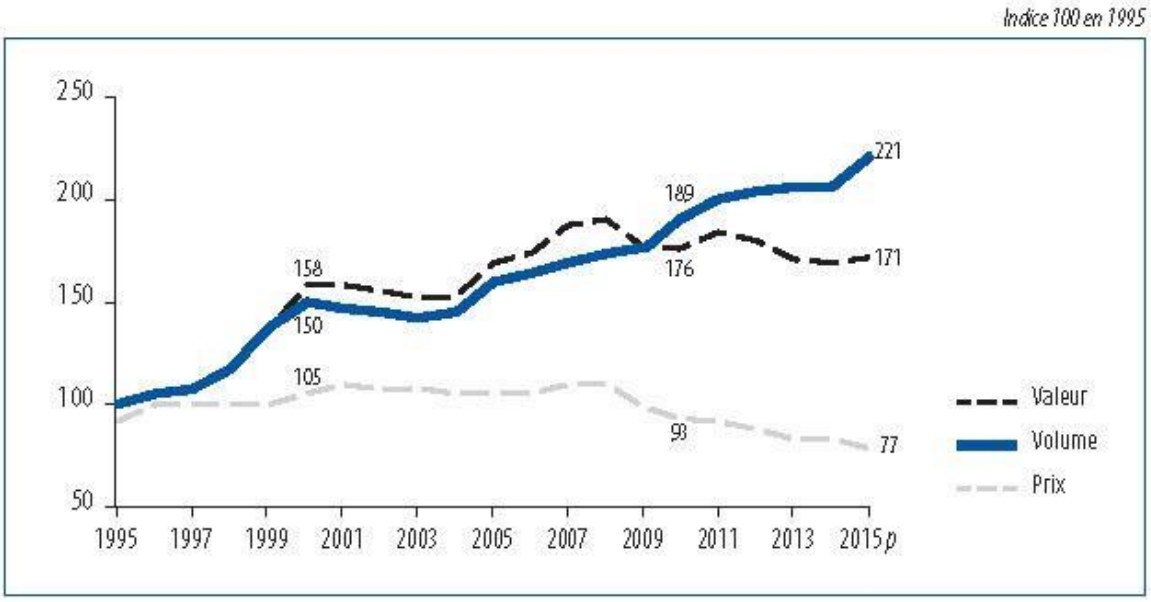
Autre branche concernée par l'évolution des pratiques culturelles, la branche livre se stabilise après trois années de chute (- 0,1 % entre 2014 et 2015, - 4,5 % par an entre 2012 et 2014, graphique 3). Au sein de cette branche, ce sont les activités de traduction et d'interprétation qui sont le plus en difficulté (- 6,3 % par an depuis 2008), tandis que le secteur des librairies résiste (- 0,2 % par an depuis 2008) et que l'édition de livres s'érode (- 1,6 % par an depuis 2008).

Le support numérique progresse fortement dans l'édition (+ 53 % de chiffre d'affaires en un an) mais reste encore très largement minoritaire puisqu'il ne représente encore que 6 % du chiffre d'affaires des éditeurs. Certains secteurs ont, toutefois, fortement investi le support numérique pour leur diffusion. Ainsi, les éditions de sciences humaines réalisent, en 2014, 40 % de leur chiffre d'affaires dans ce format.

Les agences de publicité, une embellie qui n'efface pas la crise

L'activité des agences de publicité progresse légèrement en 2015 (+ 1,2 %, graphique 4) mais le secteur reste en deçà de son niveau de 2008 (4,7 milliards d'euros en 2015 contre 5,2 milliards d'euros en 2008). La branche est confrontée à une chute massive de ses prix (- 4,7 % par an depuis 2008) qui s'accélère en 2015 (- 5,6 %). La montée en puissance de la publicité sur Internet et les mobiles ne parvient pas, pour l'instant, à compenser la perte de revenus sur les médias traditionnels, et ce, même si ces deux supports sont de plus en plus prisés des investisseurs publicitaires.

Graphique 4 - Valeur ajoutée des agences de publicité, 1995-2015



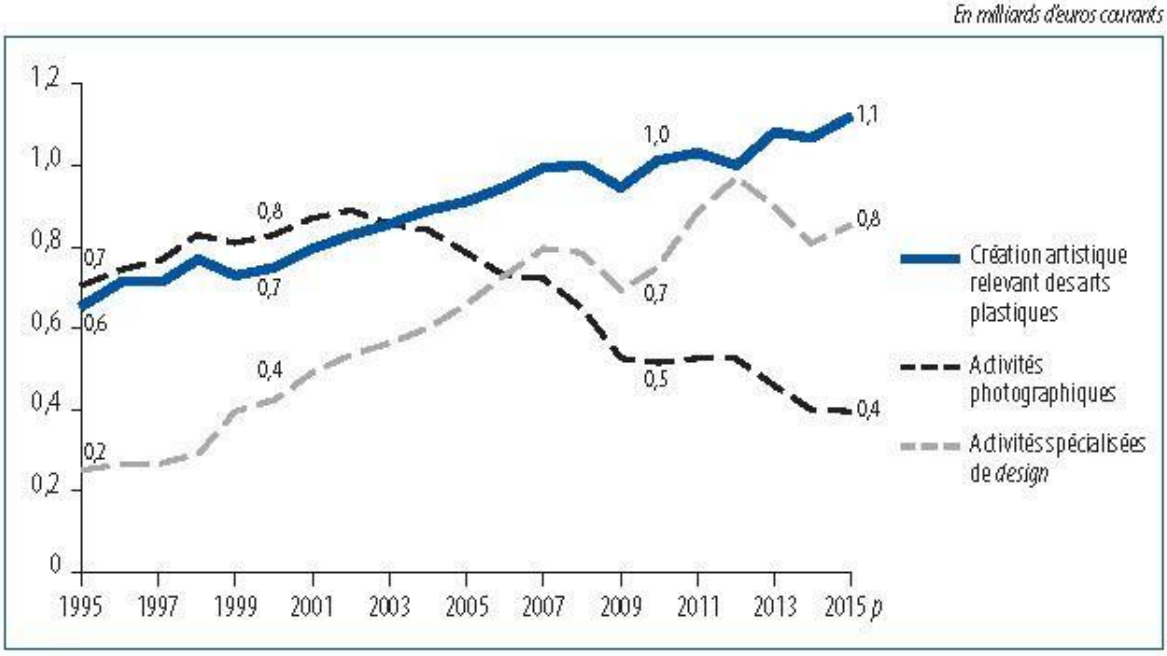
p : données provisoires pour 2015.
Source : Insee, comptes nationaux – base 2010/DEPS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2016

Les arts visuels portés par le *design* et les arts plastiques

Affectées par la crise économique de 2008, les activités des arts visuels s'étaient progressivement relancées jusqu'en 2012 (2,5 milliards d'euros contre 2,4 milliards d'euros en 2008), mais la période 2012-2014 a été marquée par une crise des activités photographiques et de *design* qui a provoqué une chute de près de 10 % de la valeur ajoutée de la branche. Après une année 2014 catastrophique (- 6,1 %), la branche renoue avec la croissance en 2015 (+ 3,3 %, graphique 5).

Cette embellie est le fait des arts plastiques (+ 4,5 %) ainsi que des activités de *design* (+ 4,6 %). La chute des activités photographiques ralentit (- 2,6 % contre – 12 % en 2014 et - 13,5 % en 2013) mais le secteur reste très fragilisé par le développement du support et de la technologie numérique.

Graphique 5 - Valeur ajoutée des branches des arts visuels, 1995-2015



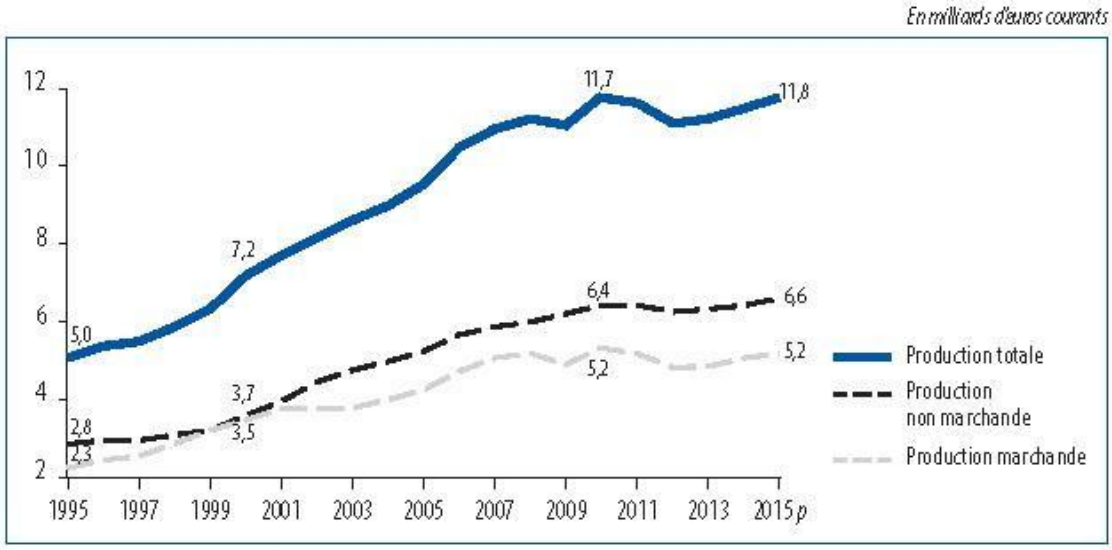
p : données provisoires pour 2015.
Source : Insee, comptes nationaux – base 2010/DEPS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2016

Le spectacle vivant stable depuis 2008

Après une période de très forte croissance entre 1995 et 2008 (+ 6,3 % par an en moyenne) qui a placé ce secteur au deuxième rang des branches culturelles par ordre d'importance économique, le spectacle vivant s'est stabilisé ces dernières années (+ 0,6 % par an depuis 2008). Cette stabilisation est le reflet de la consommation des ménages en activités créatives, artistiques et de spectacles, qui, après avoir atteint un pic en 2010 est restée stable jusqu'à une nette progression en 2015 (+ 4,5 % par rapport à 2014).

Le spectacle vivant associe une production marchande significative (5,2 milliards d'euros, soit 44 % de la production de la branche) à une production non marchande (6,6 milliards d'euros). Depuis 2008, la croissance de la production est portée par la production non marchande (+ 1,2 % par an en moyenne) tandis que la production marchande stagne à son niveau de 2008 (5,2 milliards d'euros, graphique 6).

Graphique 6 - Production du spectacle vivant, 1995-2015



p : données provisoires pour 2015.
Source : Insee, comptes nationaux – base 2010/DEPS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2016

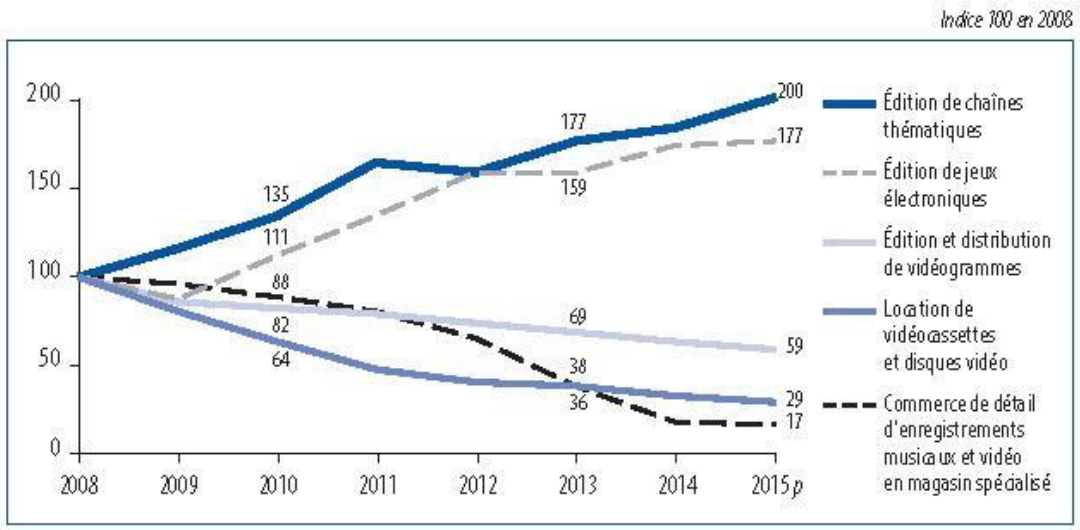
L'audiovisuel poursuit sa croissance

La première branche culturelle continue sa croissance à un rythme légèrement plus faible que sa moyenne depuis 2008 (+ 1,2 % en 2015 contre + 1,7 % par an en moyenne depuis 2008), mais, ce faisant, elle continue d'être le moteur principal de la croissance du poids économique de la culture. Les secteurs principaux de la branche sont l'édition de chaînes généralistes (2,8 milliards d'euros), la production de films et de programmes pour la télévision (2,6 milliards d'euros) et la production de films pour le cinéma (1,2 milliard d'euros).

Au sein de la branche, trois secteurs sont en très grande difficulté, voire en voie de disparition : le commerce de détail d'enregistrements musicaux et vidéo en magasin spécialisé (- 83 % depuis 2008), la location de vidéo (- 71 %) et l'édition et la distribution de vidéogrammes (- 41 %, graphique 7). Le modèle économique de ces trois secteurs a subi de plein fouet la concurrence directe des offres de téléchargement et de diffusion en flux sur Internet. Également contraint de s'adapter à la transition numérique, le secteur de l'enregistrement sonore et de l'édition musicale a réussi à se stabiliser depuis 2008, après une chute de 41 % entre 2000 et 2008.

À l'inverse, certains secteurs sont en très forte croissance, comme l'édition de chaînes thématiques (+ 100 % depuis 2008), un secteur qui inclut les services de télévision à la demande, mais aussi l'édition de jeux vidéo (+ 77 %) et la projection de films (+ 37 %).

Graphique 7 - Branches de l'audiovisuel présentant les plus fortes variations depuis 2008

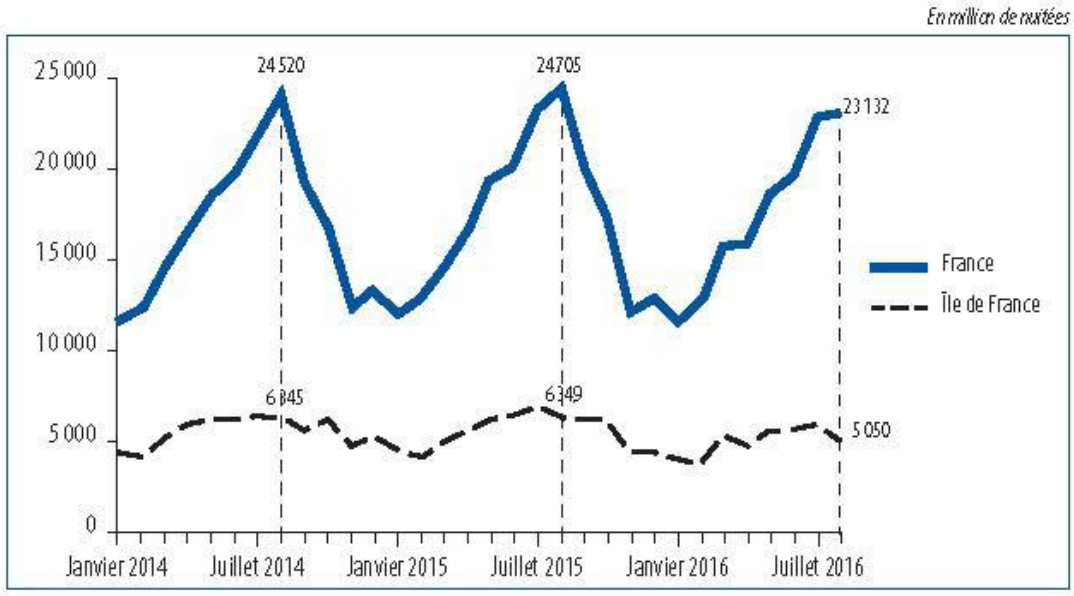


p : données provisoires pour 2015.
Source : Insee, comptes nationaux – base 2010/DEPS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2016

Le patrimoine reste stable en 2015, mais suscite des inquiétudes pour 2016

Portée par une forte croissance depuis 2008 (+ 2,8 % par an en moyenne), la branche du patrimoine marquait un coup d'arrêt en 2014 (- 1,7 %) qui se confirme en 2015 (- 0,2 %). Les perspectives pour 2016 sont inquiétantes car le secteur dépend très fortement du tourisme, notamment étranger, qui a brutalement chuté après les attentats de novembre 2015 : on compte 11 % de nuitées hôtelières en moins en région parisienne sur les neuf premiers mois de 2016 par rapport à la même période en 2015 (graphique 8). Toutefois, cette baisse de la fréquentation touristique est moins marquée sur l'ensemble de la France (- 2 % par rapport à 2015), ce qui laisse espérer un impact moindre sur le patrimoine à l'échelle nationale.

Graphique 8 - Nombre de nuitées hôtelières en France depuis janvier 2014



Champ : nuitées dans l'hôtellerie de France métropolitaine et départements et régions d'outre-mer.
Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE/DEPS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2016

Un cinquième de la production de la culture est non marchande

La production des branches culturelles se répartit en production marchande et non marchande (tableau 3). La production marchande culturelle correspond à la production de biens et de services culturels destinée à être écoulée sur le marché à un prix économiquement significatif, c'est-à-dire couvrant plus de 50 % des coûts de production. La production non marchande culturelle correspond à des biens et des services culturels proposés aux ménages à un prix représentant moins de 50 % des coûts de production, car bénéficiant de l'apport de dépenses publiques (partie du budget de l'État ou des collectivités territoriales, subventions versées à des associations, aides versées par les sociétés civiles).

Plus important dans la culture (18 %) que dans le reste de l'économie (12 %), le poids de la production non marchande s'explique par la présence de branches où la production non marchande est très importante (patrimoine, enseignement et, dans une moindre mesure, spectacle vivant). Ces branches affichent une croissance positive depuis 2008 même si le constat est plus mitigé depuis 2014.

Tableau 3 - Répartition de la production des branches culturelles, 2015

En milliards d'euros courants et %

	Production				
	Marchande		Non marchande		Totale
	Valeur	*%*	*Valeur*	*%*	*Valeur*
Audiovisuel	28,8	100,0	0,0	-	28,8
Spectacle vivant	5,2	44,0	6,6	56,0	11,8
Presse	11,5	100,0	0,0	-	11,5
Agences de publicité	8,7	100,0	0,0	-	8,7
Patrimoine	0,5	6,9	6,6	93,1	7,1
Architecture	5,6	100,0	0,0	-	5,6
Livre	6,3	100,0	0,0	-	6,3
Arts visuels	4,4	87,1	0,6	12,9	5,0
Enseignement	0,4	15,7	1,9	84,3	2,3
Ensemble culture	**71,3**	**81,9**	**15,8**	**18,1**	**87,1**
Ensemble de l'économie	3 374,9	88,3	449,2	11,7	3 824,1

Note : données provisoires pour 2015.
Source : Insee, comptes nationaux – base 2010/DEPS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2016

Moins de 600 000 personnes travaillent dans les branches culturelles en 2015

En 2015, 597 000 personnes travaillent dans les branches culturelles, soit 20 000 de moins qu'en 2014 (- 3,6 %, tableau 4). Cette réduction du nombre d'emplois s'inscrit dans le prolongement de ce que l'on observe depuis 2011 : les branches culturelles ont perdu 80 000 emplois en quatre ans (- 12 %). L'année 2015 est marquée par un repli généralisé de l'emploi dans les différentes branches culturelles ; seuls le spectacle vivant et l'enseignement présentent une évolution positive (+ 1,4 %).

Tableau 4 - Emploi dans les branches culturelles en 2014 et 2015*,**

En unités et %

	2011*	2014**	2015 *p*	Évolution (%)	
				2014/2015	2011/2015
Architecture, patrimoine et arts visuels	215 107	219 072	205 964	– 6,0	– 4,3
Audiovisuel et agences de publicité	188 593	172 503	166 291	– 3,6	– 11,8
Spectacle vivant et enseignement	123 325	117 928	119 524	1,4	– 3,1
Livre et presse	151 809	110 080	105 696	– 4,0	– 30,4
Ensemble culture	**678 833**	**619 583**	**597 475**	**– 3,6**	**– 12,0**
Ensemble de la population active occupée	25 726 924	25 803 272	25 844 079	0,2	0,5

p : données provisoires pour 2015.
* Moyenne glissante sur les enquêtes Emploi 2010, 2011 et 2012.
** Moyenne glissante sur les enquêtes Emploi 2013, 2014 et 2015.
Champ : France métropolitaine.
Source : Insee, enquêtes Emploi 2010 à 2015 pour la France métropolitaine/DEPS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2016

L'architecture, le patrimoine et les arts visuels concentrent le tiers de l'emploi des branches culturelles, suivies de près par l'audiovisuel et les agences de publicité (28 % de l'emploi culturel). Ces proportions étaient similaires en 2011, à l'exception des branches livre et presse qui ont perdu près d'un tiers de leurs emplois en quatre ans (- 46 000 emplois). L'audiovisuel et les agences de publicité perdent 20 000 emplois depuis 2011 (- 12 %), principalement en raison de la crise dans le secteur de la publicité.